

Communiqué de Presse

Bureau du Commissaire aux droits de l'homme

Unité de communication

Réf: 806f10

Tél. +33 (0)3 88 41 35 38

Fax +33 (0)3 90 21 50 53

Internet: www.commissioner.coe.int

e-mail: press.commissioner@coe.int



47 Etats membres

Albanie
Allemagne
Andorre
Arménie
Autriche
Azerbaïdjan
Belgique
Bosnie-Herzégovine
Bulgarie
Chypre
Croatie
Danemark
Espagne
Estonie
Finlande
France
Géorgie
Grèce
Hongrie
Irlande
Islande
Italie
Lettonie
«L'ex-République
yougoslave de
Macédoine»
Liechtenstein
Lituanie
Luxembourg
Malte
Moldova
Monaco
Monténégro
Norvège
Pays-Bas
Pologne
Portugal
République tchèque
Roumanie
Royaume-Uni
Russie
Saint-Marin
Serbie
Slovaquie
Slovénie
Suède
Suisse
Turquie
Ukraine

Le discours populiste stigmatise les musulmans européens

Strasbourg, 28.10.2010 - Les pays européens, aux prises à des déficits budgétaires, doivent faire face à une autre crise : celle de la désintégration des valeurs humaines. La montée de l'intolérance envers les musulmans en est l'un des symptômes. a déclaré le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Thomas Hammarberg, dans son dernier [article](#) du Carnet des droits de l'homme publié aujourd'hui.

Le référendum suisse interdisant la construction de minarets n'était pas une exception : dans plusieurs pays européens, les sondages montrent que les musulmans et la culture islamique ont une mauvaise image et inspirent la crainte et la méfiance.

Ces préjugés islamophobes se doublent de comportements racistes, dirigés en particulier contre les personnes originaires de Turquie, des pays arabes et de l'Asie du Sud. Dans nombre de pays européens, les musulmans venant de ces régions subissent des discriminations sur le marché du travail et dans le système éducatif. Selon différentes sources, ils sont des cibles désignées pour la police, qui les soumet régulièrement à des contrôles d'identité et à des fouilles approfondies. Il s'agit d'un problème grave du point de vue des droits de l'homme.

Lors de récentes élections, des partis politiques extrémistes ont gagné du terrain à la suite de campagnes islamophobes agressives. L'inertie ou la confusion qui, dans ces circonstances, semble s'être emparée des partis démocratiques établis est encore plus préoccupante. En acceptant certains arrangements, ils donnent une apparence de légitimité à des préjugés simplistes et à une xénophobie ouverte.

La réaction de l'opinion publique : limiter la liberté de religion des musulmans

Dans un récent discours le Président allemand, Christian Wulff, a rappelé une évidence, à savoir que l'islam – tout comme le christianisme et le judaïsme – fait partie du paysage national. Ses propos ont déclenché une polémique. Un journal a rapporté que deux Allemands sur trois n'étaient pas de cet avis.

Dans une enquête plus ambitieuse lancée par la fondation Friedrich Ebert Stiftung, 58 % des personnes interrogées estiment que « les pratiques religieuses des musulmans en Allemagne devraient être fortement limitées ». Même s'il n'est pas tout à fait clair, cet énoncé dénote un rejet de la liberté de religion pour un groupe particulier, en l'occurrence les musulmans. Le fait qu'un pourcentage élevé de personnes aient choisi cette réponse n'est pas un bon signe.

Chose intéressante, les résultats de l'enquête font apparaître des différences considérables entre les régions. Dans la partie orientale du pays, où la population musulmane est beaucoup moins nombreuse, cette réponse a été choisie par 76 % des personnes interrogées. La distance et l'ignorance tendent à renforcer les suspicions.

./..

Les responsables politiques ne devraient pas surfer sur la vague populiste

C'est un phénomène général : l'ignorance nourrit les préjugés. Les responsables politiques ont, dans l'ensemble, échoué à contrer les stéréotypes islamophobes. Il est vrai que cela est devenu plus difficile après les attentats terroristes de New York, Madrid, Londres, Amsterdam ainsi que Beslan et Moscou. Toutefois, vu l'émotion provoquée par ces crimes abominables, il fallait s'attacher à dénoncer méthodiquement l'amalgame entre les assassins et l'immense majorité des musulmans. Or cela n'a pas souvent été fait.

De même, on ne s'est pas suffisamment préoccupé d'analyser les raisons qui poussent certaines personnes à écouter la propagande haineuse à l'encontre des musulmans. L'ignorance, la peur et la frustration expliquent pour partie cette réaction, comme elles expliquent l'intolérance envers les Roms et, plus généralement, les immigrés. On sait que les minorités servent parfois de bouc émissaire à des personnes qui se sentent exclues et ignorées par ceux au pouvoir. Il est important de comprendre ce phénomène dans toute sa complexité.

Bien sûr le Président Wulff a raison : l'islam fait déjà partie de notre culture. Les musulmans d'Europe – qui représentent près de 1,6 million de personnes au Royaume-Uni, 3,8 millions en Allemagne, 5 millions en France, 15 à 20 millions en Russie – contribuent à nos économies et à nos sociétés. Ils sont chez eux. La plupart d'entre eux sont d'ailleurs nés dans ces pays. Dans la majorité des cas, ils ne sont pas particulièrement religieux, et très peu peuvent être qualifiés d'islamistes.

Le sectarisme ne fait pas partie des valeurs européennes

Dans certains pays, des acteurs politiques reprochent aujourd'hui aux divers groupes de musulmans de ne pas « s'assimiler ». Or l'intégration n'est pas un processus à sens unique, mais une démarche fondée sur la réciprocité et la compréhension mutuelle. Le sectarisme à l'encontre des musulmans est devenu un obstacle majeur à l'établissement de relations de respect. Le climat islamophobe a probablement été l'un des facteurs qui, dans certains cas, ont permis aux extrémistes de recruter des jeunes pleins de rancœur et manquant d'un sentiment d'appartenance.

Au lieu de réfléchir sérieusement à ces problèmes, nous nous sommes demandé comment réprimer les femmes qui portent le niqab et empêcher la construction de minarets. Ce n'est certainement pas ainsi que nous donnerons du sens à nos valeurs européennes.

Contact presse au bureau du Commissaire :

Stefano Montanari, +33 (0)6 61 14 70 37; stefano.montanari@coe.int

Suivez le Commissaire sur [Twitter](#)